

18 février 2006

Gauche socialiste et la sociale-libéralisation de l'ex-UFP



Au congrès de fondation du parti Québec solidaire (PQS), Gauche socialiste (GS), section québécoise de la Quatrième Internationale, brillait par son absence politique. Aucune présence à la table de littérature sauf un tract non signé et sans contenu sur lequel on reviendra. Pourtant, GS est dépositaire et distributeur officiel de l'excellente revue de la Quatrième Internationale, INPRECOR (<http://www.inprecor.org/>) dont d'ailleurs elle maintient le site web. Rater une diffusion auprès de mille personnes de la gauche politique relève de l'inconscience. Ce ratage est d'ailleurs loin d'être anecdotique : sauf exceptions dues presque toujours à l'initiative personnelle d'un seul membre, GS ne diffusait rien aux diverses réunions ou cortèges de l'UFP. Au contraire, les trois autres « entités politiques » se déclarant socialistes ou communiste distribuaient généralement leur littérature tout comme ils l'ont fait au congrès de fondation du PQS, surtout Socialisme International dont la réputation propagandiste n'est plus à faire.

GS n'y a distribué aucun tract d'une façon militante pas plus qu'elle ne l'a jamais fait durant l'existence de l'UFP. Depuis la fondation de l'UFP, en 2002, c'est à peine si GS ou ses militants et militantes pris individuellement ont diffusé, soit sur leur site web soit par les deux seuls mini-brochures qu'ils aient produit, dix ou vingt d'articles. À en juger par le contenu de quelques-uns de ces articles et surtout par l'action pratique de ses militants et militantes à l'intérieur de l'UFP, il semble que GS ait décidé qu'il fallait donné la priorité absolue à la construction de l'UFP tout en insistant sur sa démarcation par rapport au PQ. Ces deux points ne faisaient bien sûr aucun problème auprès des anticapitalistes en autant qu'ils n'eussent pas été le prétexte à appuyer sans critique et parfois avec zèle une direction, dont GS faisait partie avec trois membres sur quinze, de plus en plus électoraliste et sociale-libérale et de moins en moins démocratique à l'interne. Une telle attitude explique sans doute le silence de GS au congrès de fondation lors des débats cruciaux sur la démocratie participative (voir mon article « *Québec Solidaire : un parti du XX^{ie} ou du XXI^{ie} siècle ?* »)

Le retour de la critique

Cette absence politique au congrès de fondation étonne d'autant plus qu'il semblait que GS avait réalisé à la veille de ce congrès qu'il était plus que temps d'émettre quelques critiques. Un de ses membres a publié dans la revue du groupe de gauche canadien-anglais Socialist Project, Relay de novembre/décembre 2005 (<http://www.socialistproject.ca/>), une critique de la direction de l'UFP tout en dédouanant, cependant, la tactique de son entité politique (voir ma réponse dans le numéro à paraître de mars/avril 2006). David Mandel n'hésite pas à parler d'« *orientation électoraliste prononcée* » et d'une aile modérée qui « *s'oppose à se mêler des affaires syndicales par peur de s'aliéner un appui potentiel des directions syndicales* ». Quant à GS lui-même — du moins on le présume puisqu'il s'agit d'une série de textes non signés sur son site web publié le 17 janvier 2006 — il précise la critique de l'électoralisme :

« ...le nouveau parti de gauche doit chercher à permettre l'expression des luttes et de la résistance populaire dans le cours même des campagnes électorales. Cela

nécessite de ne pas d'abord établir des rapports individualistes avec les électeurs et électrices, rapports qui peuvent être électoralement profitables à court terme mais qui conduisent naturellement au développement d'un clientélisme qui est tout le contraire d'une politique réellement démocratique. »

Il plaide pour « *une vaste alliance... autour d'un programme d'urgence pour un Québec solidaire* », alors que le PQS naît sans aucune plate-forme, et sur la question de l'indépendance :

« Le nouveau parti de la gauche unie [...] ne peut se contenter de présenter l'indépendance comme un simple moyen pour résoudre des questions sociales qui seraient les seuls véritables enjeux. Au Québec, le combat pour la justice sociale ne peut être mené jusqu'au bout sans remettre en question la domination fédérale canadienne. »

Il précise aussi ce que doit être un parti de la rue :

« Pour être véritablement un parti de la rue, le nouveau parti de gauche ne peut se contenter d'apporter son soutien solidaire aux luttes en cours. Il doit être partie prenante de la réévaluation de nos instruments de lutte, des stratégies, des politiques d'alliance et du programme qu'il faudra mettre de l'avant pour répondre aux attaques contre les acquis syndicaux et populaires. »

Enfonçant le clou, GS dénonce à mots couverts le bureaucratisme naissant dans l'UFP : « *Un parti de gauche doit se préoccuper de sa composition sociale et éviter d'être le véhicule de la formation d'une nouvelle élite politique fut-elle de gauche...* »

Une critique inachevée

Comment alors expliquer le refus de GS d'exprimer ce discours un tant soit peu au congrès de fondation ? Peut-être est-ce parce que la critique s'arrête à mi-chemin et que la dynamique du débat forcerait les militants et militantes de GS à aller jusqu'au bout de leur redécouverte de la critique, arme essentielle du marxisme dont ils se réclament idéologiquement, ce qui remettrait en question sa pratique des trois dernières années.

GS parle à la fois de toutes une série de mobilisations qui ont été « *massives et soutenues* » mais en même temps parle d'un « *solidarité syndicale [qui] est restée passive et n'a pas donné lieu à une véritable dynamique d'unification des luttes.* » On devrait pouvoir expliquer cette contradiction par la faillite des directions syndicales qui ont refusé d'organiser la mobilisation alors que la base y était prête comme elle l'a démontré à plusieurs reprises. Pourtant, GS, tout en déplorant la « *logique sectorielle qui empêche toute fusion des luttes* » et « *la sous-estimation de la volonté du gouvernement de ne pas négocier* » cherche plutôt à excuser les directions syndicales.

Celles-ci ne pouvaient pas « *procéder car toute la réorganisation syndicale dans le secteur de la santé n'[était] pas encore complétée* » alors que ces directions ont refusé systématiquement d'organiser une grève générale contre cette réorganisation imposée par une des lois scélérates de décembre 2003, grève que la base syndicale réclamait et qu'elle avait voté pour au moins 24 heures.

GS parle de « *...la CSQ et [d]es syndicats indépendants [qui] doivent se rendre à l'évidence qu'il sera impossible de régler avant l'été.* » alors que la direction de la CSQ était prête à se contenter d'un plat de lentilles, que sa base a heureusement rejeté, car elle ne désirait pas se retrouver à l'automne 2005 solidaire des employés généraux du secteur de la santé spécialement visés par les PPP. GS prétend même que le Réseau de Vigilance, soutenu par les directions syndicales

sauf celle de la FTQ, a posé la nécessité de l'unité sans toutefois arriver à la construire alors que les directions ont fait de ce réseau un outil bureaucratique pour empêcher de construire l'unité sur les lieux de travail et d'études et dans les quartiers.

Le comble est cependant de prétendre que les centrales syndicales n'aient fait qu'une « *...rupture incomplète avec une logique de concertation...* » alors qu'elles ont misé jusqu'à la fin et jusqu'au ridicule sur la négociation alors que tous les enfants du Québec avaient compris depuis un bon bout de temps — certainement depuis la déclaration très claire du premier ministre durant l'été 2005 — que le gouvernement Libéral, sans que le PQ ne le critique sérieusement, voulait une capitulation totale sur le salarial.

Pourquoi GS cherche-t-il à ménager les directions syndicales alors que c'est manifestement leur concertation catastrophique contre la volonté de leur base d'en découdre qui est à l'origine de cette défaite stratégique sans riposte qui n'a pas fini de peser sur les luttes sociales des classes populaires du Québec ? Le plus important syndicat réorganisé de la santé en Outaouais avait opté pour défier la loi spéciale, et il n'était pas le seul. Le 26 janvier dernier dans *Le Droit*, la présidente du Syndicat des enseignantes et des enseignants de l'Outaouais (CSQ) déclarait : « *La fédération a cependant continué de négocier en cachette plutôt que d'informer ses membres des offres abominables du gouvernement. [...] Si les professeurs avaient tous su ce qui se passait en négociation, nous serions peut-être en grève générale illimitée à l'heure actuelle.* »

À vouloir centrer la défaillance syndicale essentiellement sur le manque d'unité (la logique sectorielle qui sous-estime la volonté gouvernementale) aux dépens du concertationnisme, c'est-à-dire de la collaboration de classe propre à la bureaucratie syndicale, GS peut prétendre que « *...l'UFP en particulier, fera de cette nécessaire unité, le fil à plomb de son intervention dans cette conjoncture.* » En un mot, l'UFP se serait positionnée contre les directions syndicales ! Une telle contre-vérité, alors que l'on sait très bien que la direction de l'UFP n'a jamais émise un mot de critique envers les directions syndicales ni publiquement ni même aux Conseils de l'Union ou à peine, explique peut-être la peur de GS de sortir son texte d'analyse de l'espace virtuelle de son site. Belle façon de blanchir sa participation non critique à la direction de l'UFP.

Car GS, en diapason avec la direction de l'UFP, s'est opposé à l'organisation d'une campagne pour la grève générale publique-privée tous et toutes ensemble, campagne pourtant votée au Conseil de l'Union de l'automne 2004. Non seulement GS s'y est-il opposé mais il est venu au secours de la direction en faisant diversion par sa proposition d'États généraux des mouvements sociaux qui a aussi été voté mais qui est aussi restée lettre morte. Finalement, GS a refusé de participer à la Commission syndicale-populaire voté par le Conseil de l'Union, aussi boycottée par la direction et que certains membres à la base ont tenté en vain de mettre sur pied. On comprend que GS ne veut pas susciter un débat qui mènerait inévitablement à souligner les contradictions entre son analyse et son activité passée.

GS, au contraire, revient dans son texte sur sa proposition d'États généraux sans aucunement mentionner la perspective de grève générale qui même si elle n'est plus à l'ordre du jour reste incontournable à moins de se rabattre sur le seul électoralisme qui gangrène le PQS. Ce genre de proposition de contenu sans contenant est toujours une arme à deux tranchants dont la pertinence dépend de la dynamique de la lutte de classe. Par exemple, le prolétariat bolivien revendique une Assemblée constituante mais aussi la nationalisation des hydrocarbures ce qui donne un sens politique à l'Assemblée constituante même si cette assemblée aura pour objet bien d'autres sujets. La proposition d'États généraux a du sens dans la perspective de la préparation d'une grève générale. Découpler ces deux revendications risque de retourner cette demande contre les intérêts du prolétariat comme par exemple la Loi anti-pauvreté votée à l'unanimité de l'Assemblée

nationale a démobilisé la lutte contre la pauvreté ou comme, au début des années 90, la création de la Régie de l'énergie a tué la campagne pour l'efficacité énergétique que la Coalition contre le projet Grande-Baleine avait mise en sourdine pour favoriser la demande d'une régie.

GS est maintenant clair sur la nécessité d'un programme d'urgence sociale mais reste très vague sur ses lignes de force ne reprenant même pas les acquis de l'ancien programme de l'UFP, particulièrement son chapitre un. Il laisse entendre que le Manifeste des Solidaires, une initiative des porte-parole de l'ex-UFP et de l'ex-OC soutenu par quatre députés bloquistes et péquistes, serait une alternative au Manifeste des Lucides alors qu'il n'en est qu'une variante capitaliste qu'il ne critique pas. Cherche-t-il à masquer la dérive sociale-libérale de l'ancienne direction de l'UFP qui avait, entre autres, pris une position anti-aborigène au moment d'un rebondissement de la crise d'Oka et qui avait réussi à faire éliminer de la plate-forme de l'UFP la revendication d'un réinvestissement immédiat d'au moins 10 milliards dans les services publics et les programmes sociaux ?

GS parle beaucoup d'unité dans sa série de textes dont celle « *politico-organisationnelle* » de la gauche politique mais demeure silencieux sur la possibilité de travail en commun des collectifs socialistes dans le PQS afin de construire ensemble un pôle anticapitaliste crédible qui pourrait jouer un rôle dans les prochains débats sur la plate-forme et, bien sûr, pour construire un parti de la rue. On comprend GS de ne pas parler de cette unité-là lui qui a abrupement et sectairement rompu avec le collectif Québec socialiste au printemps 2003.

Aller jusqu'au bout de la critique

Il semble que GS ait plutôt un autre projet. En catimini, par un court tract non signé GS — mais provenant de GS ou d'une initiative ou d'un noyau de GS — un mystérieux groupe projette d'établir une « *tribune pour la gauche québécoise en marche* ». En marche vers où, le tract ne le dit pas sauf qu'il faut le faire en se pressant. On peut quand même essayer de deviner. Le tract fait allusion à une « *rupture nette avec le néolibéralisme* », pose la question de comment reconstituer la gauche et parle « *d'un nouveau parti de gauche qui soit autant des urnes que de la rue...* ». S'agit-il de fonder un parti en dehors du PQS ? Probablement que non. Il s'agit sans doute de transformer le PQS ou tout au moins d'en modifier la trajectoire. Mais pourquoi jouer à cache-cache ? Cette façon de faire ne ressemble-t-elle pas aux fronts bidons du PCC(M-L) ? Est-ce pour être « *accessible* », pour ne « *tomber dans la langue de bois* » d'éviter de tenir un « *discours purement idéologique* », par souci de « *rigueur journalistique* » ou par « *pédagogie* » ?

Il n'y a pas cinquante-six façons d'être pédagogue dans un parti politique, surtout pour un collectif marxiste-révolutionnaire. La pédagogie marxiste est une pédagogie critique sur la base de laquelle on construit un projet alternatif en combinaison avec le développement des luttes sociales. D'abord, bien sûr, critique de la société capitaliste, de ses gouvernements, de ses partis mais aussi, et c'est ce dont il est question ici, critique des projets (orientation, stratégie, programme, tactique, organisation) qui se présentent comme des réponses au capitalisme néolibéral. Il s'agit donc de faire la critique du développement socio-politique du Québec dans son environnement canadien et mondial, des politiques gouvernementales, de ses partis surtout le PQ mais aussi du PQS naissant, en particulier de son congrès de fondation, pour en dégager un projet anticapitaliste qu'on propose aux membres du PQS dans le feu des débats qui s'y tiennent liés aux tâches du parti auxquels on participe, comme l'élaboration de la plate-forme ou la préparation des élections, et liés au développement de la conjoncture.

C'est ce que GS a commencé, ou plutôt recommencer à faire après un long silence avec sa série de textes du 17 janvier. Il s'agit d'aller jusqu'au bout de cette démarche tant théoriquement que

pratiquement tout en renouant l'alliance anticapitaliste rompu il y aura bientôt trois ans. D'autant plus que les compagnons de route de GS à la direction du PQS l'ont presque complètement laissé tombé maintenant que son zèle organisationnel est devenu moins indispensable.

Marc Bonhomme, bonmarc@videotron.ca

18 février 2006